

## ENJEUX LES ECHOS : STRATEGIES

« **Keynes : une idée géniale, des outils dépassés** »

PASCALE-MARIE DESCHAMPS

1453 mots

1 janvier 2009

[Enjeux Les Echos](#)

ENJEUX

038

253

Français

(c) ENJEUX/LES ECHOS Visitez le site-web <http://www.lesechos.fr> pour plus d'informations Visit the Les Echos website at <http://www.lesechos.fr> for more information

Cet économiste libéral entend dissiper certains malentendus sur les remèdes que prônait **Keynes** pour relancer l'économie.

Enjeux-Les Echos - A la faveur de la crise, les Etats redécouvrent l'économiste britannique John Maynard **Keynes**, à qui l'on prête d'avoir relancé les économies développées après le krach de 1929. Est-il encore pertinent aujourd'hui ?

Jean-Paul Azam - Il y a eu des lectures très diverses de **Keynes** en France et aux Etats-Unis. Les années 60-70, en particulier, ont vu plusieurs « réinventions » de sa Théorie générale : les néokeynésiens, les postkeynésiens, les keynésiens du chapitre 28, 18 ou 22... Mais peu de lecteurs ont compris l'unité de cet ouvrage. D'où des interprétations et des développements très éloignés de son propos initial. Car l'intérêt de **Keynes** aujourd'hui réside moins dans les remèdes qu'il a mis au point à l'époque que dans la méthode qu'il a appliquée pour les définir : il avait en effet une approche clinique des problèmes. Il s'est attaché à comprendre son époque et a conçu une théorie globale et des outils particuliers pour résoudre les problèmes de son temps. Ce fut là son génie.

Quel est le contexte dans lequel **Keynes** met au point sa « Théorie générale » ?

J.-P. A. - **Keynes** publie sa Théorie générale en 1936. Il observe alors une économie en panne et une profession, la sienne, qui ne comprend pas pourquoi il y a du chômage. D'un côté, les classiques (on dirait aujourd'hui « néoclassiques ») nient que le chômage soit un problème. De l'autre, des économistes proposent, sans le moindre cadre d'analyse, des remèdes de grand-mère. **Keynes**, lui, conçoit un petit modèle simple adapté à l'économie d'alors, c'est-à-dire une économie fermée dans laquelle marchandises et capitaux ne passent plus librement les frontières. On oublie en effet trop souvent qu'à la différence d'aujourd'hui, la période de 1914-45 est celle d'une dé-mondialisation exceptionnelle. Dans ce cadre particulier, il s'interroge sur les raisons pour lesquelles les salaires nominaux ne baissent pas face à la montée du chômage.

En quoi cette rigidité des salaires nominaux est-elle au coeur de la crise des années 30 et de la politique de relance de la demande que **Keynes** préconise ?

J.-P. A. - Si à l'époque les salaires avaient baissé, les individus au chômage auraient pu redevenir compétitifs sur le marché du travail et se faire réembaucher. **Keynes** se rend compte que cette rigidité des salaires nominaux est due au poids des salaires relatifs : chaque secteur,

via ses syndicats, défend ses salaires en ayant un œil sur ceux des secteurs voisins. Si chaque secteur estime que les niveaux de ses voisins sont les bons, personne n'est incité à baisser les siens. Le génie de **Keynes** est donc de voir que dans une économie fermée dans laquelle les salaires nominaux sont rigides (par opposition aux salaires indexés tels qu'ils le sont aujourd'hui en Europe continentale), alors on peut relancer l'économie par une politique de demande. Ensuite seulement il discute de la manière de le faire : par la monnaie (baisse des taux) ou par le budget (déficit). C'est là qu'apparaît sa théorie de « trappe à liquidités » qui, elle, reste pertinente aujourd'hui : il arrive un point où les taux d'intérêt ont atteint leur plus bas sans que l'injection de liquidités supplémentaires parvienne à relancer la machine. C'est le syndrome japonais.

Qualifier de keynésiens les plans de relance auxquels les Etats ont aujourd'hui recours pour juguler la crise n'aurait donc pas grand sens ?

J.-P. A. - La première erreur des néo- keynésiens est d'invoquer le retour de l'intervention de l'Etat sur les marchés. Or précisément, jamais **Keynes** ne veut interférer avec le fonctionnement des marchés. En revanche, il observe que parmi ces marchés, l'un fonctionne mal, celui du travail. D'où son intuition qu'on peut obtenir un effet indirect sur celui-ci, comme au billard, en jouant sur le budget. C'est tout ce qu'il nous dit et c'est génial pour l'époque. Seulement cela ne fonctionne plus aujourd'hui. Il n'y a plus de rigidités sur les salaires nominaux en Europe continentale, où tous les salaires sont plus ou moins indexés à l'évolution des prix, notamment en France, où le Smic est mécaniquement revalorisé deux fois par an. C'est pourquoi une solution keynésienne n'y aurait que des effets de très court terme. C'est moins vrai aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne où certaines rigidités nominales subsistent. On se trompe donc en croyant pouvoir relancer les économies par l'injection de liquidités et le creusement des déficits, d'autant que les dettes sont déjà colossales. Ce sont les incertitudes qui planent sur le dénouement de la crise qui réduisent les investissements et ralentissent les gains de productivité. Il faudrait sans doute consentir à des efforts de compétitivité intrinsèque. Une crise en économie ouverte se règle essentiellement du côté de l'offre.

Autrement dit, la crise actuelle n'a rien de comparable à celle que **Keynes** a voulu résoudre ?

J.-P. A. - Une crise keynésienne est une crise où la demande aux entreprises s'effondre à cause d'une chute de la consommation ou d'une politique restrictive du gouvernement qui baisse fortement ses investissements, comme ce fut le cas juste après la Première Guerre mondiale. A l'époque, le retour à l'étalon-or est une politique déflationniste très forte qui met tout le monde à genoux. La vraie crise keynésienne, c'est quand la demande s'effondre. On n'en est pas là. Nous faisons face à deux problèmes aujourd'hui. Le premier : des coûts très élevés - ceux du travail le sont encore, ceux de la production baissent un peu du fait de la chute des prix des matières premières après être montés jusqu'à des niveaux très élevés. Le second : l'incertitude engendrée par la crise financière. Faute de visibilité, les investisseurs réduisent leurs investissements jugés les moins réversibles et se portent davantage sur des actifs facilement réversibles, tels que les matières premières, par exemple. Ils attendent que l'information revienne pour reprendre des décisions de plus long terme. Au-delà de la crise financière qui y a été relativement modérée, la France et l'Europe connaissent en fait une crise classique un peu comparable à celle d'un choc pétrolier, comme dans les années 70, due à une perte de compétitivité entraînée par la hausse des matières premières et un taux de change trop fort.

Que faudrait-il alors garder de **Keynes** ?

J.-P. A. - Son approche clinique : repérer dans chaque pays ce qui lui fait spécifiquement problème à tel moment de son histoire et tâcher de le résoudre, par opposition à l'économie idéologique du docteur Pangloss fondée sur des vérités éternelles prétendant tout résoudre avec un remède universel. Par exemple, les chômages allemand et français sont très différents l'un de l'autre. Le chômage allemand est une séquelle de la politique de réunification (un mark de l'Ouest pour un mark de l'Est) qui a mis l'Allemagne de l'Est à genoux. Il y en avait pour vingt-cinq ans de réparation. L'Allemagne y est presque, le reste de son économie est plutôt en bonne santé. Notre chômage, lui, est dû au coût beaucoup trop élevé du travail non qualifié. Les emplois en France sont essentiellement alloués par réseau. Cela pénalise ceux qui en sont exclus (jeunes, femmes, descendants d'immigrés). Or nos lois d'égalité salariale bloquent le seul levier concurrentiel à disposition des exclus des réseaux : accepter une rémunération moindre en paiement du risque perçu par l'employeur quand il ne connaît pas l'environnement du candidat. A cet égard, c'est l'ANC même qui en Afrique du Sud a réclamé le retrait des lois d'égalité salariale, car elles pénalisaient ceux-là mêmes qu'elles prétendaient protéger.

==== ENCADRE ====

Professeur d'économie à l'université de Toulouse et à l'Institut universitaire de France, Jean-Paul Azam est diplômé de la London School of Economics, où il a étudié John Maynard **Keynes** à la source. Il en applique depuis l'approche « clinique » des problèmes aux problématiques du développement. Son dernier livre, *Trade, Exchange Rate and Growth in Sub-Saharan Africa* (Cambridge University Press, 2007) rend ainsi compte des particularités africaines rétives aux recettes indifférenciées du FMI.